

The press review

1-15 August 2014

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

Bausch : «La transparence et le dialogue sont largement assurés»

2014-07-29 08:41:00



Photo: Didier Sylvestre

Le ministre François Bausch a répondu au CSV qui demande de différer le délai de l'enquête publique sur les plans sectoriels.

Du 28 juin jusqu'au 11 août, voici le délai durant lequel le public peut remettre ses observations écrites relatives aux projets des quatre plans directeurs sectoriels «transports», «zones d'activités économiques», «paysages» et «logements».

Ces délais prévus pour l'enquête publique ont toutefois déjà fait l'objet de plusieurs reproches. Dans le cadre de sa conférence de presse présentant sa position sur les plans sectoriels, le Mouvement écologique a, entre autres, regretté la brièveté de la procédure et le fait qu'elle se fasse pendant l'été. À la mi-juillet, les Chrëschtlech Sozial Gemengereit (CSG), avaient aussi critiqué le gouvernement pour sa «précipitation irréfléchie quant à l'application du cheminement procédural».

Hier, c'était au tour de la fraction CSV. Elle a directement adressé une lettre ouverte au Premier ministre. Selon elle, «le fait d'organiser l'enquête publique et l'évaluation stratégique des plans sectoriels en plein milieu des vacances scolaires n'est pas de nature à promouvoir le dialogue avec les citoyens et les communes». Elle estime par ailleurs que «différer les délais

s'inscrirait également dans la volonté de transparence affichée par le gouvernement» et permettrait un réel débat.

Une objection plus de deux mois plus tard

Quelques heures plus tard, le ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch (déi gréng), réagissait à cette lettre. Dans un communiqué, il exprime «un grand étonnement» par rapport aux propos de l'ancien ministre du Développement durable et des Infrastructures Claude Wiseler (CSV). Des propos qui laissent présager d'une certaine méconnaissance du dossier, même si le député a déposé, en sa personne, la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

François Bausch rappelle que les quatre plans sectoriels ont été présentés à la Chambre des députés le 21 mai dernier avec le calendrier relatif à la procédure. Ni Claude Wiseler ni un autre député du parti CSV n'auraient alors fait une objection. C'est seulement plus de deux mois plus tard que le CSV présentait son opposition.

Selon le ministre, la procédure relative aux projets des plans sectoriels ne se termine pas à la fin de la procédure consultative, mais une fois que le plan sectoriel est déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal. Ces deux ans de phase procédurale engendreraient une vive discussion et des débats.

Le ministre termine : «En somme, j'estime que la transparence et le dialogue avec les citoyens et les communes sont largement assurés.»

F. A.

Luxemburger Wort

Portefeuilles boursiers des ministres

Xavier Bettel mise sur Super Mario



Photo: Shutterstock

Publié le jeudi 7 août 2014 à 10:39

(ml) - La transparence est le maître-mot du nouveau gouvernement. Un terme souvent utilisé ces derniers temps, notamment lorsque le gouvernement a présenté son nouveau code de déontologie. Une des règles à laquelle les membres du gouvernement devront se soumettre à l'avenir consiste à dévoiler ses participations dans l'actionnariat de différentes entreprises.

Toujours dans un souci de transparence, certains ministres ont déjà fait état de leurs participations financières sur Internet. Ainsi apprend-t-on que le Premier ministre, Xavier Bettel détient des actions de quatre entreprises différentes à savoir de la Société Générale et la Deutsche Bank, mais également de Nintendo et Biopharma.

La transparence s'arrête là car le Premier ministre ne livre pas de détails concernant la valeur de ses actions ni leur nombre. Etienne Schneider, ministre de l'Economie, en revanche, annonce qu'il détient 85 actions chez Ageas Holding. La palme de la transparence revient au ministre de l'Intérieur, Dan Kersch qui fournit aussi la valeur de ses participations financières (environ 10.800 euros), alors que ce détail n'est pas exigé.

Dix-huit membres du gouvernement ont des participations financières dans des sociétés. Les plus actifs sont les membres du DP. Deux tiers des ministres sans portefeuille boursier sont issus du LSAP.



Bettel aime les jeux vidéo, Meisch une enseignante

LUXEMBOURG - Par souci de transparence, le gouvernement a publié des fiches sur les ministres. On y trouve leurs activités extrapolitiques et celles de leur partenaire.

Le Premier ministre Xavier Bettel est actionnaire de Nintendo, de la Deutsche Bank, de la Société Générale et de Celsion. Dans les dix ans qui ont précédé son entrée au gouvernement, il a été avocat, député, chef de fraction, conseiller communal, bourgmestre et membre de plusieurs syndicats intercommunaux, ainsi que du Centre hospitalier de Luxembourg. Son compagnon est architecte à Arlon. Une fiche portant tous ces renseignements a été publiée en annexe de la biographie de chaque ministre, sur le [site Internet du gouvernement](#).

Des passés politiques

Presque tous les ministres avaient des activités politiques avant leur entrée dans le gouvernement actuel. Seul Pierre Gramegna, passé de la Chambre de commerce au ministère des Finances, et Carole Dieschbourg, coordinatrice de projet, n'avaient pas de mandat politique avant de devenir ministres.

Si le nouveau code de déontologie [présenté le 22 juillet](#) par le ministre de la Justice, Félix Braz, ne prévoit pas de déclaration de patrimoine, il impose en revanche aux membres du gouvernement de déclarer leurs activités passées ainsi que leurs participations financières dans des entreprises, ainsi que les fonctions de leur compagnon. Ces déclarations doivent notamment permettre d'éviter les éventuels conflits d'intérêts.

Investissements écolos et compagnes enseignantes

Pour ce qui est des parts possédées dans des entreprises, une majorité de ministres n'en ont pas. Ainsi, Francine Closener, Claude Meisch, Lydia Mutsch, Pierre Gramegna, Maggy Nagel, Romain Schneider, Nicolas Schmit et Jean Asselborn ne sont pas actionnaires. Pas plus que Félix Braz, qui précise sur sa fiche qu'il a vendu les parts de son entreprise à son associé au moment de son entrée au gouvernement. Tout comme Carole Dieschbourg qui n'est plus associée au Moulins J.P. Dieschbourg, depuis la veille de sa prestation de serment.

Pour le reste, Corinne Cahen est propriétaire de son magasin de chaussures, dont elle a laissé la gestion à son compagnon. Dan Kersch, lui, possède pour un peu moins de

11 000 euros d'actions dans la Société Générale Paris. Fernand Etgen est à la tête, avec son épouse, d'une petite société civile immobilière au capital de 1 000 euros. Étienne Schneider possède 85 actions de la société d'assurances Ageas NV. François Bausch et Camille Gira, de Déi Gréng, ont mis leurs investissements en adéquation avec leurs convictions: ils ont des parts dans [l'Energiepark Réiden](#), qui met en avant les énergies renouvelables et l'assainissement énergétiques des maisons.

Une laborantine, une retraitée et deux journalistes

Côté cœur, il n'est pas toujours évident de marier la vie politique à une vie sentimentale équilibrée. Ainsi, quatre ministres, Dan Kersch, Romain Schneider, Étienne Schneider et Maggy Nagel ne déclarent pas de compagnon ou de compagne. Cinq autres membres du gouvernement font quant à eux état d'une relation avec un(e) enseignant(e). C'est notamment le cas du ministre de l'Éducation nationale, Claude Meisch, dont l'épouse enseigne dans le fondamental. Le compagnon de Carole Dieschbourg et les compagnes de Marc Hansen et Camille Gira sont aussi enseignants. La femme de Fernand Etgen est elle professeur de musique.

Les autres ministres sont en couple avec une laborantine (Nicolas Schmit), une inspectrice des finances (Félix Braz), un journaliste de la radio 100.7 (Francine Closener), une journaliste free-lance (Pierre Gramegna), un publicitaire (Lydia Mutsch), une retraitée dont les fonctions antérieures ne sont pas précisées (François Bausch) et une conseillère communale (Jean Asselborn).

(Jérôme Wiss/*L'essentiel*)

TTIP, les deux faces d'une même pièce

Régulièrement pour paperJam.lu, un représentant de l'association luxembourgeoise des banques à Luxembourg analyse un projet de réglementation pouvant affecter la place financière. Ce lundi, Benoît Sauvage (senior adviser in financial market regulations) se demande si le TTIP, ou Transatlantic Trade and Investment Partnership, aura un impact positif ou négatif.

Par : Benoît Sauvage / Publié par paperJam.lu



Benoît Sauvage: «Pour le Luxembourg, l'ouverture a historiquement été profitable.»

(Photo: DR)

En ce milieu de mois d'août, à la clôture d'une session d'échanges EU-USA, nombreuses sont les personnes et institutions qui se demandent s'il faut être pour ou contre un dialogue transatlantique plus poussé! Il s'agit là d'un véritable cas de conscience, pour ces deux économies de taille que sont les États-Unis et l'Europe.

La première réflexion me venant à l'esprit est anecdotique: T-TIP ne serait-il pas un acronyme bégayant, traduction du terme anglais tip désignant le pourboire pour minimiser implicitement son contenu ou est-il, plus probablement, un simple accident technocratique?

D'abord, le Transatlantic Trade and Investment Partnership est un accord parmi d'autres, en cours de négociation entre les États-Unis et d'autres pays, sur un nombre de matières étendues. Il est complété par le TISA (Trade in Service Agreement), complément du TTIP pour 23 pays plus l'Europe, et par le moins connu FMRD (Financial Market Regulatory Dialogue), visant spécifiquement le secteur financier... soit une multitude de textes qui risque de faire d'un dialogue une cacophonie pour finalement ne plus s'entendre. Soulignons malgré tout les efforts de la Commission EU pour communiquer à ce sujet (site dédié [ici](#)).

Le TTIP présente plusieurs facettes et, soyons réalistes, son appréhension dépendra avant tout du point de vue de l'observateur. Mais ce domaine est très vaste, sujet de nombreux tabous économiques et très complexe à suivre.

Toutefois, dans une économie ouverte comme au Luxembourg, la mise en œuvre de collaborations et autres partenariats est une source vitale de développement étant donné que le Luxembourg sert de plateforme pour la (re)distribution de produits/services vers et depuis l'Europe.

Dès lors au moins sur le principe il est difficile de s'opposer à un accord visant à agrandir le marché interne.

Certains bénéfiques pour la place financière

D'un point de vue bancaire et financier, on pourrait tirer certains bénéfices, notamment une convergence des règles prudentielles (fonds propres des banques). Règles qui au passage devraient (l'usage du conditionnel s'impose) déjà être largement harmonisées grâce aux efforts du Comité de Bâle, G20, FSB. La réalité de la CRD (Capital Requirement Directive) européenne n'est pas vraiment la même aux États-Unis, les spécialistes apprécieront les modulations.

D'un point de vue commercial, l'industrie des fonds doublerait son marché (les États-Unis sont techniquement inaccessibles aujourd'hui en marché de masse). Le private banking européen pourrait se développer plus facilement, rêvons du jour où le savoir-faire du banquier privé luxembourgeois soit le «must» pour l'investisseur fortuné venant du fin fond de l'Idaho.

Considérant le point de vue industriel, cela permettrait une convergence vers des approches plus standardisées et donc de pouvoir bénéficier d'économies d'échelle, voire plus prosaïquement, de faire tomber les dernières barrières douanières.

Économies d'échelle: le mot est lâché! C'est là précisément que doit commencer une vraie réflexion. Tout d'abord jusqu'où peut aller ce TTIP? Un accord de principe de type «travaillons ensemble, après tout, nos économies sont déjà bien intégrées», ou «un marché, une seule règle», ou enfin un mix avec certaines exceptions, dans l'affirmative, à quels niveaux?

Concernant le secteur financier, plusieurs remarques doivent être formulées. Tout d'abord, de mon point de vue, étrangement, les plus demandeurs sont la Commission européenne et «les experts légaux/réglementaires» dont le but est d'éviter des conflits de droit privé international. Tout aussi étrange, les autorités américaines ne paraissent pas très enclines à aller de l'avant, pas plus d'ailleurs qu'un certain nombre (important) de «front offices» des institutions financières, d'un côté comme de l'autre. Sur le continent américain, on peut comprendre que

l'idée d'aller de l'avant se confronte à la perception - au moins - d'une supériorité de leur cadre réglementaire prudentiel et donc la crainte d'importer des risques. Après tout, la Fed est puissante, Dodd-Frank a résolu les problèmes financiers et les règles prudentielles apparaissent plus solides (avec notamment une ségrégation des entités bancaires et d'investissement et une exigence de fonds propres complémentaires pour les SIFI).

Du côté européen, une certaine forme de naïveté sur les gains potentiels semble animer les débats, même si d'un point de vue prudentiel, il est certain qu'il y a des choses à gagner, le traitement des entités non-US aux États-Unis est fastidieux, complexe et très onéreux donc pénalisant pour les champions européens.

Double victoire pour les Européens?

En cas de succès une double victoire pour les Européens serait à envisager sur le plan prudentiel et probablement en matière de règles EMIR/ Dodd Frank concernant les produits dérivés (reporting, clearing centralisé) où de subtiles différences pimentent la vie des professionnels du secteur. Malgré tout, il n'est pas certain que TTIP puisse aller aussi loin car les ambitions, si elles sont présentes, n'en sont pas moins modérées. Le souci est que, une fois lancées ces discussions prudentielles mèneront à une seconde étape, ensuite une troisième... qui aboutiront à un marché unique comme nous le connaissons aujourd'hui en Europe.

Ce n'est pas gagné, mais pas irréaliste non plus, qui aurait parié sur l'Union bancaire il y a 5 ans?

Dans cette ultime version du marché unique au moins deux problèmes se posent.

D'abord, la définition et la reconnaissance des normes. En théorie les normes européennes sont aussi bonnes que les américaines. Les chemins sont certes différents, mais atteignent bon gré mal gré le même résultat. Néanmoins, en pratique pour les négociations on a d'un côté: un marché intégré depuis des décennies avec une langue commune, marché compétitif, pragmatique quartier général d'un nombre important de très grands acteurs financiers, et de l'autre, un marché hétérogène, imparfaitement intégré avec 28 Etats membres, 25 langues et stratégies différentes. Quel acteur bénéficie des meilleures cartes pour réussir à s'imposer dans ce partnership?

À cela se rajoute le problème relatif à l'arbitrage en cas de conflit: qui suit le droit, qui le détermine et comment? Actuellement seules des bribes d'idées sont mises sur la table. Au final qui risque de payer le plus cher en coûts de mise en conformité à de nouveaux standards?

Admettons que cela fonctionne et que nos régions trouvent un juste équilibre: je me pose alors la question de l'impact économique. Sans prétendre que l'Europe est nulle part, il y a toujours au moins un acteur EU dans les différents top 10, mais qui sont les plus grands acteurs sur les marchés financiers globaux aujourd'hui? Qui domine les principales plateformes d'exécution d'ordres au niveau européen (actionnaires ou participants)? Qui sont les brokers les plus renommés, qui sont les grands acteurs dans les M&A ?

Qui sont les plus grands acteurs du post-marché (custody), de l'industrie des fonds? Et surtout qui, une fois ses coûts de développements amortis, a le plus d'effet de levier et peut

ainsi réaliser des économies d'échelle? Car au final qui a vraiment le plus grand marché intérieur, parlant d'une même voix?

À mon avis, pour y répondre rien ne vaut un exemple, très concrètement, l'un des principaux problèmes est qu'un produit financier provenant des États-Unis s'il a réussi là-bas débarque en Europe uniquement pour gagner des revenus complémentaires pour lequel le coût d'adaptation aux spécificités nationales ne vient que réduire son bonus. Voyons la situation à l'inverse du point de vue européen. Avant tout, conquérir son marché national (rappelons que l'Allemagne avec environ 100 millions d'habitants représente un tiers des États-Unis), puis traduire en différentes langues, pour ensuite se confronter aux différentes règles, ou subtilités nationales (gold plating) qui viennent compléter les règles européennes et enfin traverser l'Atlantique et conquérir le pays de l'Oncle Sam où par ailleurs les clients sont très fiers de leurs produits et marques nationales, ce qui est bien logique. On dira que ça peut marcher, mais ce n'est pas la stratégie la moins risquée.

Convergence vers des gros fonds

Rappelons enfin, à titre illustratif, que la taille d'un mutual fund US représente plusieurs fois celle d'un fonds européen comparable et que l'un des objectifs de la Commission européenne est de faire converger le marché vers cette taille de fonds sur l'idée louable d'amortir les frais fixes sur une plus large base, dans l'intérêt de l'investisseur.

Sans vouloir tirer l'analogie trop loin, on pourrait presque parler d'exception culturelle financière européenne. Même si au final personne ne possède de boule de cristal et qu'il y a de part et d'autre des points à gagner tout comme il y en a à perdre.

Où penche la balance? Avons-nous ici les moyens de la renverser (ou inverser?), verra-t-on un jour notre banquier privé dans l'Idaho ? Rien n'étant jamais tout noir ou tout blanc et malgré la volonté affichée par la Commission européenne d'aller de l'avance, ces réflexions sont malgré tout prises en compte dans la stratégie de l'exécutif européen en matière de services financiers. Le premier objectif semble être la création d'un cadre de dialogue formalisé et non de suivre une idéologie abstraite. Mais qu'en est-il au final au plan européen? On l'aura compris il y a des risques et des opportunités. Pour le Luxembourg? Disons que d'un point de vue purement économique que l'histoire récente a montré que l'ouverture a été – très - profitable.

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS



Africans call on rich nations to crack down on money laundering in new drive against illicit flows

Source: Thomson Reuters Foundation - Fri, 8 Aug 2014 08:01 GMT



Author: **Stella Dawson**



In a 2007 file photo, a black market currency trader shows off U.S. and Zimbabwean bank notes in the capital Harare. REUTERS/Philimon Bulawayo

WASHINGTON (Thomson Reuters Foundation) – The world’s richest nations must toughen their laws against money laundering, tax havens and tax evasion if a global drive against corruption and illicit finance is to deliver results, senior African diplomats said on Thursday.

“There are two sides to this coin. If there were no facilitators on their side, the miscreants on our side would not have succour,” said Liberia’s Foreign Minister Augustine Kpehe Ngafuan in an interview.

“The G7 needs to walk the talk on this and deal with tax havens and opportunities created on their side of the divide that make it possible for those on the other side to loot the continent,” he said.

The United States and African nations agreed at their summit this week to set up a high-level working group to develop a plan of action to address the losses suffered by the African continent from illicit financial flows and corruption.

Money leaving the continent from crime, corruption and other illicit means outstrips the amount of foreign development aid to Africa, causing mounting concern amongst African leaders who raise the issue with increasing frequency at international meetings.

Global Financial Integrity, a Washington-based research group, estimates that Africa lost \$55.6 billion each year in the decade that ended 2011, the latest period for which data was available, with outflows from Sub-Saharan Africa growing at the rate of 20 percent annually.

“Illicit financial flows are by far the most damaging economic problem facing Africa. By announcing the creation of the U.S.-Africa Partnership to Combat Illicit Finance, President Obama and African leaders have taken the first step towards tackling the most pernicious global development challenge of our time,” said GFI President Raymond Baker in a statement.

COMPLEX TAXES, POWERFUL LAWYERS

No details were immediately available regarding who would lead the new U.S.-African effort or how its work would be structured. The Group of Seven leading industrial nations, as part of a drive against dirty money and terrorist financing, already has committed to share tax information and develop registries of shell companies, which are frequently used to hide the transfer of illicit funds.

Also under scrutiny are multinational corporations that use complex structures to reduce their profits in certain countries and lower their tax burdens.

Sierra Leone’s Foreign Minister Samura Kamara said in a separate interview that sometimes multinationals will form subsidiaries in joint partnership with governments and then load the subsidiary with debt, reducing any dividends the government had expected to receive.

“The tax structures used by multinationals must be addressed,” he said, calling for greater transparency, particularly in the extractive industries.

One issue discussed at the summit was providing developing countries with expert technical assistance to negotiate fair contracts on oil, gas and mining with multinationals who seek to exploit the natural resources in their countries.

“It is important to get these contracts right,” Kamara said. “Everyone acknowledges today we lack capacity to negotiate with these international companies – they are so powerful, they have so many lawyers, so much expertise and creative accounting.”

Jubilee USA Network, a coalition of religious groups fighting poverty, called the U.S.-Africa summit’s initiative to address illicit flows and corporate tax avoidance a step in the right direction.

“We know the problem, we know how to track it, and we even know how to stop it. The working group needs to implement tracking and enforcement measures sooner than later. The drain on Africa’s resources is incredible,” said Eric LeCompte, Jubilee USA’s executive director.

(Editing by Alisa Tang: alisa.tang@thomsonreuters.com)

Florence hosts Italy's first anti-corruption class for public officials

City introduces course promising to tackle corruption at its roots and help change attitudes embedded 'in the DNA of Italians'

Associated Press in Florence

theguardian.com, Monday 11 August 2014 12.55 BST



Italy, the birthplace of the mafia, is notorious for its problems with corruption and these days it's awash with scandals. Photograph: Tony Gentile/Reuters

Is helping a pal win a contract just being friendly? What's wrong with taking the kids to the beach in the office car? And why not linger over lunch at the trattoria if things aren't too hectic at work? These are the kinds of questions that city bureaucrats pondered in Florence in what has been billed as [Italy's](#) first anti-corruption class for public officials.

Italy, the birthplace of the mafia, is notorious for its problems with corruption and these days it's awash with scandals that have tainted some of its most important public works projects. But the lessons in Florence took aim at more mundane problems: the little instances of everyday corruption that many Italians don't recognise.

The approach proposes to tackle corruption at its roots: a deeply ingrained mentality where friendly reciprocity can too easily cross the line into nepotism, and where tolerance, on the one hand admirable, can also mean turning a blind eye to wrongdoing. Such tendencies may not always be the driver of corruption, but can allow it to flourish.

"The issue is to make bureaucrats and citizens understand that this type of behaviour is not correct anymore, you can no longer do this," said Marco Giuri, one of the teachers of the

course. "Because in our mentality, it's not corruption, it's just help. It's not that you are paying for a service, but it's simply a favour between contacts, a relative, or the fact that he's a friend. These occurrences are the most common and they are the ones the law wants to break through and it's common because it's really in the DNA of Italians."

While Italians may struggle to identify corrupt behaviour, there's almost universal agreement that it's pervasive: a 2014 EU commission report found that 97% of Italians think corruption is widespread in their country. The issues the students bring up show that corruption is often a cultural matter in Italy.

"Sometimes they are very small problems ... maybe someone always uses the public car for personal use," said a student, Simone Cucinotte. "There's a mindset of being a bit elastic on these things."

The school is part of Italy's recent shift to focusing on preventive instead of punitive measures to fight corruption, introduced by a landmark 2012 anti-corruption law. Under the new rules, each city administration must appoint an anti-corruption compliance officer to monitor problems and map out new anti-graft and transparency plans.

At the Florence course, instructors exhorted their students to focus on locating the problems: encourage employees to call day or night to report suspicions of corrupt behaviour. Create plans to educate the office on what constitutes corruption. And most of all, don't forget to record all activities: without written proof, you have nothing. The students nodded along, vigorously taking notes.

Cucinotte said he believed the course could help him make a difference in his office. "If you hold meetings and you involve people and you explain that there will be checks, people get used to the idea," he said. "Maybe they will think twice before doing these things. Instead, if you think that no one is checking, then you're more tempted to take liberties."

Giuri said that bureaucratic inefficiency and endemic disrespect for rules are a form of corruption that can be just as harmful as money changing hands dragging down the economy and lowering trust in institutions.

Giuri is cautiously hopeful that more classes like this one will lower corruption, but he also has his doubts. After all, public employees have to start coming forward to denounce instances of corruption if the system is to work.

He said that even if the law, in theory, says that whistle blowers should not face discrimination, protection is still weak. And then, the problem may go back to culture: it is one thing to teach the definitions of corruption. It's an entirely different battle to challenge the stigma associated with being a "spy".